



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Thomson

Question au Gouvernement n° 1960

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Roger Mei.

M. Roger Mei. Daewoo ne cache pas ses ambitions: l'un de ses dirigeants vient de déclarer que la priorité de son groupe était de « rendre plus compétitives les unités françaises » et qu'il y avait 350 cadres qui ne servaient à rien chez Thomson.

Le trust sud-coréen pratique une politique de bas salaires. Les droits syndicaux sont quasiment inexistantes, comme le montre la sanction d'un délégué syndical dans son usine de Lorraine.

Les Français ne comprendraient pas qu'une des premières entreprises mondiales dans le secteur des multimédias soit liquidée après une recapitalisation qui va leur coûter plus de 10 milliards.

Il existe d'autres solutions pour préserver l'avenir du secteur multimédias français, comme celui de la défense nationale. Un regroupement des entreprises Thomson, Bull, France Telecom, Alcatel, dans une dominante à capital public donnerait à notre pays tous ses atouts.

Monsieur le ministre, l'urgence est d'arrêter ce processus de privatisation, dans lequel la France a tout à perdre, et de remettre tout à plat, dans la transparence.

Le 20 novembre, les salariés du groupe Thomson seront dans la rue, avec le soutien d'une large majorité de Français, pour défendre prioritairement l'intérêt national et pour condamner ce qui constitue la pire des solutions pour l'emploi.

Quand aura lieu le débat public sur lequel le Premier ministre s'est engagé ?

Ne pensez-vous pas qu'un vote de la représentation nationale doit clore le débat sur une question qui engage de manière aussi décisive l'avenir de la France ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Christian Bataille. Décidément !

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, les questions, ici même, lors des séances du mercredi, sur la privatisation de Thomson, ont été nombreuses et, me semble-t-il, le Gouvernement a déjà répondu avec précision concernant la procédure.

M. Jean-Pierre Brard. Il a répondu fort mal !

M. le ministre de l'économie et des finances. Je ne puis que vous confirmer sa réponse et préciser que les actionnaires de Thomson seront réunis en assemblée générale le 6 décembre prochain pour décider d'une augmentation du capital social.

La Commission de Bruxelles a été saisie de ce projet. Elle dispose de tous les éléments dont elle a besoin pour exprimer son opinion.

Dès que Bruxelles aura fait connaître son avis, la commission de la privatisation pourra, à son tour, se saisir de ce dossier et se prononcer.

Un débat aura lieu, ainsi qu'en a pris l'engagement M. le Premier ministre, devant le Parlement.

Sur la base de l'avis conforme de la commission de la privatisation, il sera procédé à la privatisation du groupe Thomson.

M. Maxime Gremetz. Et le vote ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Voilà où nous en sommes. Il n'est pas question de remettre en cause cette procédure. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et

du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)
M. Maxime Gremetz. Vous ne repondez pas encore a la question !

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Roger Mei.

M. Roger Mei. Daewoo ne cache pas ses ambitions: l'un de ses dirigeants vient de declarer que la priorite de son groupe etait de « rendre plus competitives les unites francaises » et qu'il y avait 350 cadres qui ne servaient a rien chez Thomson.

Le trust sud-coreen pratique une politique de bas salaires. Les droits syndicaux sont quasiment inexistantes, comme le montre la sanction d'un delegue syndical dans son usine de Lorraine.

Les Francais ne comprendraient pas qu'une des premieres entreprises mondiales dans le secteur des multimédias soit liquidée apres une recapitalisation qui va leur couter plus de 10 milliards.

Il existe d'autres solutions pour preserver l'avenir du secteur multimédias francais, comme celui de la defense nationale. Un regroupement des entreprises Thomson, Bull, France Telecom, Alcatel, dans une dominante a capital public donnerait a notre pays tous ses atouts.

Monsieur le ministre, l'urgence est d'arreter ce processus de privatisation, dans lequel la France a tout a perdre, et de remettre tout a plat, dans la transparence.

Le 20 novembre, les salaries du groupe Thomson seront dans la rue, avec le soutien d'une large majorite de Francais, pour defendre prioritairement l'interet national et pour condamner ce qui constitue la pire des solutions pour l'emploi.

Quand aura lieu le debat public sur lequel le Premier ministre s'est engage ?

Ne pensez-vous pas qu'un vote de la representation nationale doit clore le debat sur une question qui engage de maniere aussi decisive l'avenir de la France ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances.

M. Christian Bataille. Decidement !

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Monsieur le depute, les questions, ici meme, lors des seances du mercredi, sur la privatisation de Thomson, ont ete nombreuses et, me semble-t-il, le Gouvernement a deja repondu avec precision concernant la procedure.

M. Jean-Pierre Brard. Il a repondu fort mal !

M. le ministre de l'economie et des finances. Je ne puis que vous confirmer sa reponse et preciser que les actionnaires de Thomson seront reunis en assemblee generale le 6 decembre prochain pour decider d'une augmentation du capital social.

La Commission de Bruxelles a ete saisie de ce projet. Elle dispose de tous les elements dont elle a besoin pour exprimer son opinion.

Des que Bruxelles aura fait connaitre son avis, la commission de la privatisation pourra, a son tour, se saisir de ce dossier et se prononcer.

Un debat aura lieu, ainsi qu'en a pris l'engagement M. le Premier ministre, devant le Parlement.

Sur la base de l'avis conforme de la commission de la privatisation, il sera procede a la privatisation du groupe Thomson.

M. Maxime Gremetz. Et le vote ?

M. le ministre de l'economie et des finances. Voila ou nous en sommes. Il n'est pas question de remettre en cause cette procedure. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Maxime Gremetz. Vous ne repondez pas encore a la question !

Données clés

Auteur : [M. Mei Roger](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1960

Rubrique : Matériels electriques et electroniques

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 novembre 1996, page 6873

Réponse publiée le : 14 novembre 1996, page 6873

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 novembre 1996